

La Chine reflet du monde

conditions modernes de la domination néolibérale-néostalinienne

l'exemple français de 1968 à 2008

Bibliographie de la première partie :

Tous les livres ci-après sont cités pour ce qu'ils ont d'exemplaire. Et leurs auteurs participent à leur façon, d'une manière ou d'une autre, à une critique, même parcellaire, de notre temps. Les auteurs ci-dessous, viennent poursuivre et compléter nos analyses. N'ayant pas de pensée hiérarchique, nous n'avons rien à gagner, la publicité de la critique est nécessaire partout en tout lieu, nous la menons pour sortir le réel du secret du monde de la domination. La division et donc la hiérarchie sont ennemis de la critique, et si le monde dominant n'a besoin de personne que de lui-même pour s'effondrer, un mode de vie autre a besoin de l'authentique pour se réaliser et réaliser une vie et la critique sociale, ici et maintenant, sans attendre un temps meilleur. *L'homme est né pour qu'il y ait du commencement*, disait Saint Augustin.

L'Histoire contemporaine sous influence, d'Annie Lacroix-Riz. Editions *Le Temps des Cerises*.

Son diagnostic sur l'Histoire contemporaine l'a conduite à alerter les lecteurs et les scientifiques sur une dérive certaine depuis les années 80 : le climat idéologique s'est alourdi avec la généralisation d'un « révisionnisme historique » pour lequel toute révolution est liberticide. Cela a évidemment des effets que chacun peut constater dans les manuels et les programmes scolaires. Ces nouveaux dogmes conduisent à censurer ou à mettre à l'index les travaux des historiens qui continuent à penser hors des sentiers dominants. Les conditions de travail des historiens se sont aussi transformées, parce que les chercheurs sont sponsorisés ou commissionnés ou encore commandités par des grandes entreprises qui en assurent le financement, ce qui laisse dubitatif quant à l'indépendance de la recherche.

Ils ont tué Pierre Overney, de Morgan Sportès. Editions *Bernard Grasset*. Collection « *ceci n'est pas un fait divers* »

A vrai dire je me sentais une dette vis-à-vis de Pierre Overney, une dette que "Maos", mon précédent roman, ne me semble pas avoir comblée. (...) Mais d'abord qui est Pierre Overney ? « *Qui se souvient de lui aujourd'hui ?* » me disait un de ses frères non sans amertume. Les nouvelles générations auront du mal à croire que, dans les années 1970, plus de 200 000 personnes ont défilé à Paris derrière le cercueil de cet inconnu : Lionel Jospin, Simone Signoret, Jean-Luc Godard, André Glucksmann et j'en passe... Pierre Overney était un ouvrier maoïste de 24 ans que ses petits chefs de la gauche prolétarienne ont envoyé en commando pour casser la gueule aux gardiens "fascistes" de l'usine Renault, à Boulogne-Billancourt. Un membre du service de l'ordre, Jean-Antoine Tramoni, a sorti son arme : Overney-le-mao est mort d'une balle en plein cœur. C'était le 25 février 1972.

La montée du terrorisme des années 70 a-t-elle été manipulée ? Pierre Overney, dans la naïveté de ses vingt ans, est-il mort à la confluence des jeux politiques et policiers souterrains qu'il était bien incapable de soupçonner ?

Lors de l'enterrement d'Overney, le philosophe communiste Louis Althusser aurait dit : « *c'est le gauchisme qu'on enterre.* » On peut se demander maintenant si, ce jour-là, ça n'est pas tout simplement la Gauche qui est morte. Morgan Sportès.

C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! Alèssi Dell'Umbria. *A propos de la révolte de l'automne 2005.* Editions *L'échappée*.

Les événements des banlieues pauvres, de l'automne 2005, sont replacés dans le contexte de la désintégration sociale avec le renforcement de l'Etat-Léviathan, et loin du faux débat opposant intégration républicaine et communautarisme religieux. Des phénomènes récurrents apparaissent, tel celui de l'illettrisme chez les collégiens et le jeunisme reproduisant les critères dominants d'une

société où, à partir des années quatre-vingt, l'argent devint effrontément la seule chose respectable et respectée. Les valeurs de la société marchande s'imposèrent comme unique code culturel. En déracinant les gens des villes comme ceux des campagnes pour les parquer dans la *Sububia*, on créait une population sans tradition, sans mémoire, sans liens d'entraide, bref... sans cohésion interne, d'autant plus attirée par le repli vers l'intérieur domestique. Le résultat est que la République a parfaitement réussi à casser les solidarités. On relèvera cette note de la page 49 : *Un détail dans la biographie de Sarkozy en dit long sur son expérience de la manipulation médiatique. En 1987, il était chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au sein du ministère de l'intérieur. A ce titre, il fut de fait le conseiller en « communication » du gouvernement sur les suites de la catastrophe [de Tchernobyl]. Plus grand monde, à part les victimes de cancer de la thyroïde, ne se rappelle l'énormité des mensonges officiels à cette occasion —le nuage radioactif s'était arrêté à la frontière, il n'y avait absolument rien à craindre, etc. La France fut incontestablement le pays d'Europe où l'on a le plus pris les gens pour des cons, parce qu'il ne fallait surtout pas que la vérité porte ombrage au programme nucléaire.*

Espaces et sociétés. N° 1-2/2007. *Erés*. Collectif. (Revue fondée par Henri Lefebvre).
Emeutes en banlieue : lectures d'un événement.

Tout doit disparaître, de Guillaume Podrovnik, Antoine Silvestri et Boris Fleuranceau. Editions *Danger public*.

Les auteurs de cette bande dessinée ont fondé le *Collectif des sous-réalistes*. Les sous-réalistes est le groupuscule que l'on retrouve le 11 septembre 2042 tagant sur la façade d'une galerie marchande de la prestigieuse rue du Faubourg-Saint-Dior « *Non à la consommation !* ». *Tout doit disparaître* « dédié » à Vincent Bolloré, comporte une dédicace à la mémoire du troisième auteur, Boris Fleuranceau, reporter à RFI, et décédé le 30 août 2007 des suites d'une forme rare du paludisme, inguérissable parce que les laboratoires ont décidé de ne pas produire l'antidote économiquement non rentable. Pour ses deux compagnons et coauteurs : *il est mort des dérives de la société de consommation, où même la santé est devenue un enjeu commercial. Tout doit disparaître* est un monde qui selon Antoine Silvestri *n'est pas si éloigné du nôtre* où les députés sont Bolloré, Shell, Axa, Nestlé, l'Oréal, etc., les tribunaux condamnent les mauvais consommateurs à se faire amputer d'un membre pour une durée déterminée. Le monde marchand, sa violence, ses censures, des fous de dieu. La femme et le désir capturés par la marchandise, des masses et des associations caritatives, telles que les *Resto du cœur*, veules et corrompues. Dans *Tout doit disparaître !* On y lit de très bonnes et surprenantes pages sur la récupération de la critique insuffisante du monde tenu par des députés actionnaires où tout s'achète, même la subversion attendue est récupérable. Les *Sous-réalistes*, le petit groupe subversif anti-consummation, sont confrontés à leur propre insuffisance critique : où est le centre ! Manifestement ils ne l'ont pas trouvé, piégés dans la lutte armée, la guérilla où ils étaient attendus.

The Greatest Story Ever Sold, Frank Rich. (*La Meilleure Histoire jamais vendue* et sous titre) : *Le déclin et la nature de la chute de la vérité, du 11 septembre à Katrina*. N'ayant pas à ce jour été publié en France, nous reprendrons Christian Salmon¹.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ce monde ensorcelé que ce soit un critique de théâtre qui ait si efficacement contribué à démasquer le « triomphe de la fiction dans la gestion des affaires publiques ». Frank Rich est particulièrement pertinent, écrivait en mai 2007 Michael Tomasky dans le *New York Review of Books*, sur les questions de scénographie et d'arrière-plan que l'administration Bush a utilisés, dès le début, comme des effets napoléoniens pour amener les téléspectateurs à la conclusion désirée. Rich apporte des informations sur la manière dont Scott Frorza, un ancien producteur d'ABC qui travaillait pour la machine de propagande républicaine, a créé les nombreux arrière-plans sur le fond desquels Bush a fait ses déclarations. Notamment au moment des scandales Enron, Tyco, Worldcom et autres, en plaçant Bush devant un écran où défilait en permanence le slogan « Responsabilité des entreprises », ou à l'occasion d'un forum économique à Waco, avec un écran qui répétait la phrase « Renforcer notre économie ». Mais jamais le cadrage d'un discours

¹ *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Christian Salmon. Editions *La découverte*..

présidentiel ne fut aussi explicite que le 15 août 2002, quand Bush s'exprima solennellement sur la « sécurité nationale » devant la célèbre falaise de Mount Rushmore, où sont sculptés les visages de Washington, Jefferson, Roosevelt et Lincoln : pendant son discours, les caméras de télévision furent placées dans un angle de manière à filmer Georges W. Bush de profil, son visage se superposant à ceux de ses illustres prédécesseurs.

Note de *l'Achèvement* : L'image est plaisante, tant elle se superpose à celle néo-staliniene : Marx, Engel, Staline, Mao. On note aussi que les campagnes marketing de Nicolas Sarkozy marquent une réelle évolution dans la néo-culture française du même type, formaté par ses conseillers, l'un d'entre eux, Henri Guaino, déclarant en juillet 2007 dans un entretien au *Monde* : *La politique, c'est écrire une histoire partagée par ceux qui la font et ceux à qui elle est destinée. On ne transforme pas un pays sans être capable d'écrire et de raconter une histoire.*

Simon Jenkins, *Thatcher & Sons. A Revolution in Three Acts.* Allen Lane, Londres, 2006.

La thèse centrale du livre du journaliste britannique Simon Jenkins est que, sous les trois gouvernements dirigés par Margaret Thatcher (1979-1991), le Royaume-Uni a subi une double offensive réactionnaire pour *libérer les forces du marché*. Le programme de privatisations, que M. Thatcher hésite à lancer d'emblée par peur des réactions populaires, ne commence vraiment que lors de son deuxième mandat (1983-1987). Il met fin à l'économie mixte héritée des nationalisations travaillistes de l'immédiat après-guerre. Une série de lois draconiennes, démarrée modestement en 1980 et poursuivie tout au long de la décennie, enferme l'activité syndicale dans un corset juridique serré, paralysant ainsi toute opposition aux offensives thatchériennes. La résistance s'exprimera néanmoins du côté des mineurs, par la grande grève de 1984-1985. L'auteur nous rappelle avec quel soin l'équipe gouvernementale a préparé cet affrontement attendu afin d'infliger à ces ouvriers une défaite historique qui servirait de leçon pour l'ensemble du mouvement social britannique. La seconde offensive est celle que Jenkins s'applique à dénoncer : celle qui a vu Thatcher concentrer un pouvoir exorbitant dans ses propres mains, profitant du vide juridique ouvert par l'absence de Constitution écrite outre-Manche. S'en prenant à tous les contre-pouvoirs institutionnels —de la BBC aux autorités locales, en passant même par l'Eglise d'Angleterre—, le premier ministre installe un régime de type présidentiel, autoritaire, à son image, donnant peu d'espace au débat parlementaire et réduisant son cabinet à une chambre d'enregistrement. C'est le double héritage qui va être porté par ses successeurs —ses fils symboliques— : le malheureux John Major, un des plus oubliables des chefs de gouvernement britanniques, et Anthony Blair. Ce dernier saura surfer sur l'héritage thatchérien et prolonger, selon l'analyse de l'auteur, les deux offensives réactionnaires : celle du marché sans entraves, en poursuivant le programme de privatisations (prisons, contrôle aérien, métro de Londres) ; et celle de l'Etat autoritaire, en introduisant une législation de plus en plus restrictive en termes de libertés publiques.

Tariq Ali, *Quelque chose de pourri au Royaume-Uni. Libéralisme et terrorisme. Raisons d'agir,* Paris, 2006.

Dans ce livre polémique de Tariq Ali, au plan intérieur, l'analyse rejoint celle de Jenkins pour faire le constat d'une économie largement privatisée et d'un Etat de moins en moins respectueux des libertés individuelles, gérés par l'équipe néo-travailliste dans une fidélité sans faille aux idées thatchériennes. L'intérêt principal de son livre réside cependant ailleurs : dans l'analyse qu'il consacre à la politique étrangère poursuivie par M. Blair depuis 1997, politique que l'auteur met en relation avec la vieille tradition impériale britannique. Celle qui s'exprimait encore avec force en Irlande du Nord pendant la période, assez récente, des « troubles ». Tariq Ali dénonce les dérives autoritaires du blairisme, sa soumission indéfectible au bellicisme américain sous la présidence de George W. Bush. Sans oublier de détailler l'extraordinaire atonie de la gauche institutionnelle britannique, médiatique, politique et intellectuelle, silencieuse face à un gouvernement qui a pourtant rompu avec toutes les traditions de la gauche. Le *Monde diplomatique*, février 2007. *Les révolutions conservatrices britanniques* par Keith Dixon.

Illusion chinoise, illusion du monde de l'illusion

Bibliographie de la deuxième partie :

Aperçus sur la Chine, ses contradictions vues par la presse et diverses publications et leurs contradictions.

La *Société du Spectacle* qui a été traduite en de nombreuses langues, Guy Debord, l'homme et son œuvre sont entrés en Chine continentale en 2006.

—Les éditions de l'université de Nankin ont édité, en chinois, la *Société du Spectacle*. Ont été aussi traduits et ajoutés à cette édition chinoise, *Commentaires* et d'autres textes de Guy Debord. Publiés à 5 000 exemplaires, tous ont été vendus en quelques mois. Une réédition corrigée (sans *Commentaires* et les autres textes) devait sortir à la fin de l'année 2007.

Lors du deuxième Salon du Livre Sino-Taiwanais, qui s'était tenu à Taïpei du 20 au 24 septembre 2006, quatre représentants de grandes librairies (ou maison d'éditions) taiwanaises avaient été conviés par les organisateurs de ce salon² à sélectionner, pour la Chine et pour Taïwan, les 10 meilleurs auteurs chinois et les 10 meilleurs auteurs taiwanais, ainsi que les 10 meilleurs ouvrages chinois et les 10 meilleurs ouvrages taiwanais, livres et auteurs que chacun des libraires recommande aux lecteurs des deux pays. La sélection portait sur des ouvrages écrits ou traduits en Chine ou à Taïwan et publiés dans les deux dernières années. La traduction chinoise de la *Société du spectacle* (et *Commentaires*) est arrivée en deuxième position des 10 meilleurs livres de Chine recommandés par les libraires.

Mais comme bien d'autres choses, la réédition de la *Société du Spectacle* a été gelée par le modèle concentré du spectacle, avant et pendant les J.O. Tout comme l'édition en chinois, en bonne voie, de *Guy Debord. La révolution au service de la poésie*, de Vincent Kaufmann.

Good bye Mao ? De Frédéric Bobin. Editions *de la Martinière*.

—L'écrasement sanglant du printemps démocratique de 1989 a montré jusqu'où le Parti était prêt à aller pour pérenniser son monopole dirigeant. « Le pouvoir est au bout des fusils », disait Mao, et ses héritiers n'ont pas oublié la leçon. (...) Le PCC a ainsi scellé avec les Chinois un nouveau contrat social. Il n'a pas hésité à liquider son héritage ouvriériste pour mieux s'arrimer aux groupes sociaux émergents —classes moyennes, entrepreneurs—, auxquels il offre de généreuses perspectives d'enrichissement tout en leur ménageant de nouveaux espaces de respiration privée. En échange, la loyauté politique au Parti doit être totale, indiscutée. Ce mariage d'intérêts entre la vieille élite communiste, gardienne de la stabilité politique, et la nouvelle élite économique, créatrice de richesses, est le ressort profond de la stratégie de survie du PCC.

Chine. A quand la démocratie ? Les illusions de la modernisation. Hu Ping. Editions *L'Aube*, essai.

—Il apparaît donc que laisser les gens jouir de la liberté ne se fait pas sans certains risques. Mais il est encore plus dangereux de dépouiller l'homme de la liberté car cela signifie accorder le pouvoir absolu à la minorité des gouvernants et le pouvoir absolu signifie également la corruption absolue. De plus, on dépouille les gens de la liberté, car on estime qu'ils ne sont pas assez mûrs, mais le résultat montre justement qu'ils ne pourront plus jamais mûrir. N'est-ce pas une énorme contradiction ? C'est pourquoi, lorsqu'ils organisent la société, les libéraux préfèrent, parmi ces deux possibilités, courir les risques de la première solution plutôt que ceux de la seconde.

Chine : L'envers de la puissance. De Cai Chongguo.

—Beaucoup de capitales s'illusionnent sur la puissance militaire de la Chine. Certes, les informations manquent sur ce qui relève du secret d'Etat. Mais la réalité qui se dissimule sous celui-ci n'est pas aussi brillante que l'Occident ne le croit. Tous les équipements militaires (chars, avions, de combat, fusils) fabriqués par l'industrie nationale l'ont été sur le modèle soviétique. (...) à partir de 1962, Moscou a bloqué les transfères de technologie ; l'industrie militaire chinoise s'est retrouvée paralysée, et l'armée et l'armée, incapable de moderniser son armement.

² Qui réunissait plus de 300 maisons d'éditions.

Le rire du chien. De Véronique Flanet. Editions *Jean-Paul Rocher*.

—Et si chaque Chinois possédait une mobylette?... Les réserves pétrolières de la planète ne suffiraient pas à les faire rouler. Sans parler de la couche d'ozone... Le manque d'eau, si grave déjà, qu'il risque d'entraver ce développement qui lui est si cher, et dont le Chinois ne veut voir que les beaux fruits.

Frédérique Bobin. *Le Monde*, 14-15 août 2005.

—Dans l'affaire iranienne [de la crise nucléaire], la diplomatie chinoise n'entreprendra rien qui lui aliène une amitié avec Téhéran dont l'essor ces dernières années trouve sa source dans une obsession : Le pétrole. Fruit amer de son miracle économique, la Chine est aujourd'hui aspirée dans une dépendance énergétique aux lourds enjeux géopolitiques. Depuis 1993, elle est importatrice nette d'or noir. Elle achète à l'étranger le tiers de ses besoins, un taux voué à passer à 50% en 2020 et probablement à 80% en 2030, selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Les services publics : Education, santé, sécurité.

La dite réforme, *l'enrichissez-vous !*, de Deng Xiaoping au début de la décennie 80, n'a pas seulement libéré le commerce, l'industrie de tout sens moral et social, le statut de salarié a lui aussi suivi, mais dans le sens inverse. Avec le tout marchand, les pouvoirs publics assurent de moins en moins les services publics en matière de sécurité, d'éducation ou de santé. Aucun de ces services, autrefois gratuits, n'ont été épargnés par l'injonction d'autonomie financière, la liberté marchande ne peut être entravée. Les établissements scolaires ou universitaires, les hôpitaux et même dans certaines régions, les commissariats de police et les prisons, doivent assurer leur rentabilité, (le travail obligatoire sans rémunération, dans les prisons privatisées). Vendus à des hommes d'affaires qui gèrent ces établissements publics comme de véritables entreprises, depuis 1994, l'école est devenue payante, en 2002, sur les 537 milliards de yuans dépensés pour l'éducation, 56,8% provenaient des fonds publics, le reste est à la charge des élèves³. Les salaires du personnel sont indexés sur les bénéfices faits dans ces *entreprises*. Le médical comme l'enseignement visent les clients argentés qui peuvent payer des factures de plus en plus lourdes. Convertis à la loi du marché, la publicité télévisée fait la promotion de tel ou tel établissement scolaire ou hospitalier, privés ou publics, et la corruption n'arrange rien, le personnel hospitalier ou scolaire, reçoivent des « cadeaux » pour un petit peu de soin en plus ou de soutien scolaire. Les frais d'inscription pour un lycée « de base » sont de quelques centaines de yuans, mais les établissements prisés des quartiers d'affaires, ces frais sont de 15 000 à 20 000 yuans (environ deux ans de salaires moyens chinois, 8 470 yuans par an). A Pékin pour les lycées de catégorie supérieure, il faut compter de 30 000 à 50 000 yuans. Les frais d'inscription à l'université, se situe entre 5 000 à 8 000 yuans, mais peuvent flamber de 10 000 à 20 000 yuans. Depuis la réforme de 1980, les infirmières et les médecins des zones rurales sont attirés par l'apparition d'hôpitaux privés, concentrés dans les villes, mieux équipés et aux salaires attirants. De ce fait, les zones rurales sont désertées par le personnel médical, et les dispensaires et les hôpitaux sont fermés. Une seule règle, là aussi, la rentabilité et le profit, auquel le personnel médical est intéressé, avec, en contrepartie, la perte du statut de fonctionnaire et d'être à tout instant licencié. Et des millions de ruraux pauvres sans soin, sans éducation, puisque là aussi, le personnel scolaire, attiré par de meilleurs salaires, déserte.

Chine trois fois muette. Jean François Billeter. Editions *Allia*.

—Ce développement sauvage eut des conséquences écologiques gravissimes dans les campagnes et dans les villes. On sait que huit ou neuf des dix grandes villes les plus polluées du monde sont chinoises. Les logements, l'approvisionnement ont fait de grands progrès, mais la qualité de la vie s'est profondément dégradée par d'autres côtés : l'instruction publique est arriérée et chère, les soins médicaux sont devenus ruineux, la corruption, la dureté en affaires, l'incivilité, l'insécurité s'imposent et provoquent le repli sur la famille, au milieu de laquelle trônent désormais l'enfant unique et l'écran de télévision. (...) la société chinoise est désormais complètement soumise à la même logique économique que la nôtre. Ceux qui contrôlent les capitaux imposent dorénavant, comme ailleurs, la transformation de tous les rapports sociaux en rapports marchands. Ils le font pour assurer la

³ Selon la revue Réforme en Chine : *Zhong Guo Gai Ge*.

rémunération du capital et son accroissement. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, la finalité de leur action est de réorganiser la société de façon à ce que toute l'activité sociale devienne rémunératrice pour eux. C'est à ce moment-là qu'elle sera devenue entièrement rationnelle de leur point de vue. Chaque fois qu'il faut faire un choix, ils sont désormais en mesure de faire prévaloir celui qui rapportera la plus grande plus-value. La promotion de la circulation automobile en Chine en est un exemple. Le remplacement du thé par les boissons froides à l'américaine est tout aussi caractéristique. (...) il ne reste plus grand-chose des traditions, des structures sociales, des formes d'association antérieures, et les seules traces qu'on en voit encore, dans les campagnes surtout, sont soit des vestiges isolés et menacés, soit des restaurations appauvries, souvent perverties. (...) l'imaginaire dominant est désormais le même qu'ailleurs. Il est aussi pauvre, et aussi dangereux par cette pauvreté même.

L'enfer du décor. Reporters sans frontières.

—On peut y être emprisonné et torturé pour avoir enfreint la politique de l'enfant unique. Se voir "rééduqué" dans l'un des mille camps de travail (ou laogais, les goulags chinois) pour avoir, dans la rue, sur papier ou sur Internet, réclamé la démocratie. Atterrir pour une durée indéterminée, en hôpital psychiatrique après avoir, comme Wang Wanxing, tenté de dérouler une banderole commémorative place Tian'anmen. Croupir des années en prison et au secret lorsqu'on tente de pratiquer le bouddhisme au Tibet ou de célébrer la culture ouïghoure dans la province (jugée séparatiste) du Xinjiang. Chine.

Psychiatrie en RPC. *Politique, médecine, dérive de la psychiatrie en République populaire de Chine.* Dr. Michel Hammer, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève.

—Qu'est-ce qu'un malade mental ? C'est un homme qui a préféré devenir fou plutôt que de forfaire à une certaine idée supérieure de la dignité humaine. C'est ainsi que le pouvoir chinois (entre autres) a jeté dans les hôpitaux psychiatriques tous ceux dont il a voulu se débarrasser, comme ayant refusé de se rendre complices de certaines bassesses. (...) La psychose politique ou pathologie politico-mentale (...) c'est le triomphe de la psychiatrie institutionnelle. Dans l'optique de la psychiatrie institutionnelle, l'individu éclectique dans ses choix devient un sujet de méfiance et de suspicion, à plus forte raison s'il conteste ou transgresse l'ordre établi dans son soubassement conventionnel. Ainsi, la santé mentale a partie liée avec les préceptes d'une certaine vision du monde et la pathologie ne s'inscrit pas dans l'homme mais fondamentalement entre les hommes, donc dans la société. Ce constat est primordial et décisif. Lorsqu'une instance dotée de prérogatives suprêmes entend exclure des individus, elle leur applique des étiquettes infamantes, véritables assommoirs sémantiques. En dernière analyse, pour l'Etat bureaucratique à tendance totalitaire, la meilleure identité est la non-identité. (...) « Il n'y pas de médecins dans les établissements psychiatriques : on n'y trouve que des géôliers. A leurs yeux, guérir n'est qu'une forme d'adaptation répressive à l'ordre contraignant établi ». « Ce qui est grave, c'est que les diagnostics psychiatriques peuvent être utilisés comme des assommoirs sémantiques. Briser la dignité d'un individu le détruit aussi efficacement que de lui briser la nuque. Classer une personne, c'est l'aliéner ; c'est lui ravir son humanité et la transformer en chose ». « *Ma vie est passée. Maintenant il n'y a plus rien. Maintenant je suis guéri mais la vie c'était avant. Je n'ai pas besoin d'avenir. J'ai été* ». « *On a voulu que je sois un schizophrène ; alors je me suis conduit comme tel. J'avais appris qu'il valait mieux ne pas contredire mon "médecin-procureur", si je voulais éviter les électrochocs* » [propos de détenus]. Dans le désordre indescriptible de la nuit de la répression armée, l'arbitraire est roi. Dans la frénésie des arrestations, les psychiatres commis d'office en viennent à compléter ou à enrichir le concept de folie de désordres pathologiques annexes qui ne reposent sur aucune investigation scientifique. Tout se passe comme si cette redondance nosographique avait pour objet de corroborer le sérieux et la rigueur de leur démarche. Vociférations hallucinatoires, troubles obsessionnels compulsifs, psychose confusionnelle, décharges motrices, ataxie psychique, état crépusculaire oniroïde, etc. Tels sont quelques-uns des termes que consignent les praticiens après que les organes de sécurité leur ont "confié" les perturbateurs les plus récalcitrants. La société est saine, celui qui la conteste et la dénigre est atteint de démence. A vrai dire, aucun de ces diagnostics ne résiste à l'examen : on observe, une fois de plus, que la notion de symptôme mental est tributaire de la société et particulièrement de la morale propre à cette dernière, de même que la notion de symptôme physique est attachée au contexte anatomique et génétique. Sous

le regard des “praticiens-procureurs”, la fonction punitive de la psychiatrie domine entièrement ses possibilités thérapeutiques. Elle consolide la dictature de la norme.

Peine de mort en Chine : Par Marie Holzman.

—Le régime chinois exécuterait en moyenne quinze mille personnes par an. Un chiffre aussi terrifiant qu’invérifiable puisqu’il relève du secret d’Etat. Les tribunaux de la Chine populaire condamnent à la peine de mort des criminels, des trafiquants, des opposants, des officiels corrompus et surtout beaucoup d’innocents. Avec un mépris sans pareil pour les traités internationaux et les pressions européennes notamment, le gouvernement de Pékin utilise la peine de mort non pas pour lutter contre la criminalité, mais pour maintenir la terreur.

Articles tirés de rapports annuels d’Amnesty international.

—En 2005. L’application de la peine capitale était toujours aussi fréquente et arbitraire, et résultait parfois des ingérences du pouvoir politique. Des personnes ont été exécutées pour des infractions à la législation sur les stupéfiants et pour des crimes de sang, mais aussi pour des infractions ne relevant pas de la criminalité violente, telles que la fraude fiscale et les détournements de fonds ou pour appartenir à une secte [notamment celle de la Falungong, concurrente du pouvoir et fausse opposition, la plus médiatisée en Occident]. Les autorités ont maintenu le secret sur les statistiques relatives aux condamnations à mort et aux exécutions. (...). En mars, un membre éminent de l’Assemblée populaire nationale a déclaré que la Chine exécutait chaque année une dizaine de milliers de personnes. Cette année encore, l’absence de garanties élémentaires en matière de protection des droits des accusés a entraîné un très grand nombre de condamnations à mort et d’exécutions à l’issue de procès iniques. (...) En février, Ma Weihua, qui encourait la peine capitale pour avoir enfreint la législation relative aux stupéfiants, aurait été soumise à un avortement forcé en garde à vue afin que son exécution se déroule «en toute légalité». La loi chinoise prohibe en effet l’exécution de femmes enceintes. Elle avait été arrêtée en janvier 2004 alors qu’elle était en possession de 1,6 kg d’héroïne. Son procès, ouvert en juillet, avait été suspendu après que son avocat eut fourni des informations sur cet avortement forcé. En novembre, Ma Weihua a été condamnée à la réclusion à perpétuité.

En 2006 : L’application de la peine capitale était toujours aussi fréquente et arbitraire, parfois en raison d’ingérences politiques. (...) Fin 2005, Amnesty International avait recensé, à partir des données disponibles, au moins 3 900 condamnations à la peine capitale et au moins 1 770 exécutions, mais tout portait à croire que ces chiffres étaient bien en deçà de la réalité. Au cours du premier semestre, la presse chinoise a fait état de plusieurs erreurs judiciaires dans des cas de condamnation à la peine capitale. Ces révélations ont suscité une forte agitation sociale, ainsi qu’une volonté de réforme. Ainsi, en septembre, une responsable de la Cour suprême a annoncé la mise en place de trois tribunaux chargés de réexaminer les condamnations à mort. Auparavant, cette tâche était déléguée aux tribunaux de première instance, une pratique qui restreignait les garanties contre une procédure inéquitable. De hauts responsables ont estimé que cette mesure devrait faire diminuer le nombre des exécutions de 30 %. Cependant, les autorités considéraient toujours les statistiques sur les condamnations à mort et les exécutions comme des secrets d’Etat, ce qui rendait difficile le travail d’observation et d’analyse en la matière. Wang Binyu, un travailleur migrant du Gansu, a été condamné à mort dans la région du Ningxia au mois de juin pour avoir poignardé son chef d’équipe et trois autres personnes lors d’une violente altercation au sujet de salaires impayés. Selon les informations recueillies, Wang Binyu avait besoin de l’argent afin que son père puisse subir une opération. Il a été exécuté en octobre, malgré des appels à la clémence lancés dans les médias chinois, notamment par des universitaires.

Trafic d’organes et tourisme médical. Extrait d’une enquête sur un crime d’Etat économiquement rentable, de Jean Philippe Bonan.

—Shi Bingyi, vice-président de l’Association médicale de greffes d’organes en Chine, affirme qu’il y a eu en Chine environ 60 000 transplantations entre 2000 et 2005⁴. D’où viennent ces organes ? On sait que, pour des raisons culturelles, très peu viennent de donateurs chinois consentants⁵. Le gouvernement chinois a déjà confirmé indirectement ce point en affirmant que certains organes

⁴ Les greffes de reins représentant à elles seules 5 000 opérations par an, selon China International Organ Transplant et le China Daily.

viennent des condamnés à mort. Les deux sources officielles mentionnées, donateurs volontaires et condamnés à mort, ne peuvent pas expliquer le nombre de 60 000 greffes en 6 ans⁶. Pour rappel, le nombre officiel d'exécutions capitales en Chine est de 1600 par an, soit 9 600 pour 6 ans. En fait, les sources identifiées de greffes d'organes peuvent expliquer 18 500 greffes pour la période 2000/2005. Il y a donc 41 500 greffes dont la source est inconnue ; comment les expliquer ? Trois réponses s'imposent : soit le nombre d'exécution capitale est très fortement supérieur au chiffre officiel, soit il est recouru massivement à des prisonniers pour fournir en organes les différents centres de transplantation, soit —pour les prélèvements non létaux—, l'exploitation de « volontaires » pauvres est organisée. (...)

Le site Internet China International Transplantation Network Assistance Centre reste encore très instructif sur le commerce international de la transplantation. L'article de Bruno Philip « Au cœur du trafic d'organes en Chine » publié dans Le Monde du 25 avril 2006 fait état : « *La publicité en ligne sur le site du Centre international d'assistance à la transplantation de la ville de Shenyang, dans le Nord-Est chinois, affiche sans complexe la couleur : "Donneurs d'organes disponibles immédiatement ! Contactez-nous avant de tomber très malade ! Un conseil : sachez qu'en décembre et en janvier, c'est la bonne saison, quand le nombre de donneurs est le plus élevé ; cela vous permettra d'attendre le minimum de temps avant de vous faire greffer un organe".* » Nous savons que les greffes de donateurs morts depuis longtemps ne sont pas viables en raison de la détérioration rapide des organes après le décès. Si l'on prend ces publicités d'hôpitaux telles qu'elles sont présentées, elles indiquent qu'un certain nombre de personnes toujours vivantes sont disponibles presque sur demande comme sources d'organes. Sachant que le temps indiqué pour la survie d'un rein est comprise entre 24 et 48 heures et, pour un foie, d'environ 12 heures, la présence d'une immense banque de reins et de foies de « donateurs » vivants est la seule façon dont les centres de transplantations chinois peuvent assurer une si courte durée de temps d'attente à leurs clients. (...)

Nous savons que des organes sont prélevés sur des condamnés à mort avec « leur autorisation » pour être transplantés après forte rémunération à de riches Chinois ou étrangers. Cette affirmation indiscutable car venant directement du gouvernement central pose un problème éthique bien plus large que celui de la justification ou non de la peine capitale. Comment croire à la capacité de prisonniers de s'opposer aux prélèvements, quand on connaît l'absence de leurs droits dans ce pays. De plus, dans ces cas précis, les exécutions capitales deviennent sources de profits pour le système qui les a promulguées. La notion de justice ne peut qu'en être très fortement altérée. Comment discuter du bien fondé d'une décision aussi grave qui a pour répercussion l'enrichissement financier du système ? Le prisonnier est-il condamné à mort parce que son crime le justifie selon les lois du pays ou parce que le pays a besoin de devises ? Dans ce cas, la peine de mort n'est plus seulement un châtement, elle est aussi source de revenus pour l'État et/ou ses fonctionnaires. Donc, plus on exécute, plus on gagne de l'argent. Nous sommes là sur la première marche de l'abomination, quand l'exécution d'un individu ne coûte plus d'argent à la société mais en rapporte, ce n'est plus un acte de justice mais une action commerciale. Une fois que la communauté internationale a accepté ce changement de genre, il ne reste plus qu'à prolonger le raisonnement. Que faire quand l'offre d'organes venant des prisonniers de droit commun ne suffisent plus à répondre à la demande ? Après les droits communs, viennent naturellement les prisonniers politiques (c'est l'étape actuelle semble-t-il), puis vient le tour des asociaux (handicapés, indigents), avant de se réveiller un beau jour dans une société cannibale où « l'élite » s'approprie de droit les organes des pauvres. (...) Nous n'avons pas affaire ici à des camps de concentration comme nous avons pu le lire mais à des *fermes d'élevage* ou des êtres humains attendent l'abattage. (...). depuis 1984, l'article 3 d'une autre « réglementation temporaire concernant l'utilisation des cadavres des prisonniers exécutés » indiquait déjà que les organes de ces derniers ne pouvaient être récoltés que sous trois conditions : soit parce que le condamné l'acceptait, soit parce que la famille refusait d'enterrer ce dernier, soit parce qu'aucun proche n'était venu réclamer son corps. Si cet article avait été appliqué le nombre de greffons disponible aurait chuté très fortement.

⁵ Bien que le gouvernement chinois ait commencé à encourager la donation d'organes dès les années 1950, la société n'a pas répondu. Jusqu'ici, il y a seulement 9 380 donateurs enregistrés dans l'ensemble du pays.

⁶ Pour information, en 2005 en France, on a pu réaliser 4 238 transplantations à partir d'un total de 1 371 donneurs en état de mort cérébrale (car plusieurs organes sont prélevés), nous sommes loin des ratios chinois.

Chine, le livre noir. Documents réunis et présentés par Reporters sans frontières. Editions *La découverte*.

—Scandale du sang contaminé dans le Henan et collectes de sang à risque en Chine.

L'affaire a commencé à être connue à l'été 2000, lorsque plusieurs journaux chinois ont publié des papiers sur l'étendue du VIH dans le Henan, en lien avec les ventes de sang dans des villages. Par ces collectes de sang, la Chine cherchait à tirer profit du lucratif commerce mondial de plasma sanguin. Peu après, les médias occidentaux se sont emparés de l'affaire. (...) L'industrie biotechnologique n'a pas réussi à créer de version synthétique de plasma humain. La demande mondiale en plasma est donc énorme. Etant donné la gigantesque réserve de plasma humain que représente la population chinoise, l'industrie biologique du pays étant bien placée pour profiter de cette demande⁷.

En conséquence, les pouvoirs publics locaux en Chine ont organisé des collectes de sang dans les villages. Des campagnes de publicité ont été menées [de nombreux paysans, miséreux, comptaient sur les dons de sang pour compléter leurs maigres revenus]. (...) Dans le Henan, le sang des villageois était collecté et mélangé, pour ensuite séparer le lucratif plasma du reste afin d'être vendu. Le mélange des cellules sanguines restantes était réinjecté aux donateurs pour prévenir toute anémie et permettre aux villageois de donner plus souvent, parfois plusieurs jours de suite pour certains. Puisqu'on a mélangé le sang de nombreux villageois, même si seuls quelques-uns étaient séropositifs, la maladie a été rapidement diffusée, via les réinjections, chez un vaste nombre de personnes. En outre, le VIH a parfois pu être transmis par l'utilisation d'un matériel contaminé dans la collecte du sang. (...) Ce sont les responsables locaux et provinciaux de la santé publique [et des militaires] qui ont encouragé et promu la collecte de sang parmi les paysans. Certains responsables sanitaires du Henan se sont personnellement engagés dans le développement de cette industrie.

Le sang de la Chine. Quand le silence tue. De Pierre Haski. Editions *Grasset*.

—Au début des années 90, les responsables de la santé du Henan⁸ décidèrent de se lancer dans le commerce du sang, ils pensaient avoir eu une idée de génie : il s'agissait à leurs yeux de développer une nouvelle activité économique dans une province essentiellement rurale et en retard par rapport aux régions côtières. (...) Le résultat est que les paysans pauvres du Henan avaient été contaminés en masse, par le VIH, et par l'hépatite B et C, par centaines de milliers en vendant leur sang. (...)

Début 2001, (...) nous pensions que c'était un problème local limité. (...) Nous avons visité dix villages, et nous avons découvert l'ampleur du problème. Une femme nous a raconté que son mari, mort depuis, était devenu un vendeur professionnel de sang. Il était enfermé dans l'enclos aux cochons d'une maison, avec d'autres vendeurs de sang. Ils étaient nourris dans l'enclos. Il y a eu une révolte, ils ont voulu s'enfuir, la police a tiré en l'air. C'était en 2001, le commerce du sang continuait clandestinement, avec le soutien d'officiels. Il fallait révéler ces histoires"(...) Le succès, depuis 1989, n'est jugé que par l'argent et la position sociale...

[Atteint lui-même par le HIV] il se fait appeler Thomas, anonymat qu'il juge encore nécessaire pour pouvoir agir... il a tenté d'aller plus loin, en ouvrant une "maison de l'amour" (jeu de mots en chinois autour de "maison du sida") pour abriter des séropositifs sans domicile ni revenu. Pour la plupart, des drogués, condamnés à une mort rapide. L'aventure a tourné court, car, rapidement, les voisins ont compris qui venait de s'installer près de chez eux et les ont chassés. Dans un cas, la police et la population les ont mis dehors en pleine nuit, jetant leurs affaires dans la rue (...) Il a poursuivi cette expérience, plus discrètement.

Environnement, eau, air, cancer et les fausses réponses. Extraits de presses divers françaises et chinoises.

La Banque Mondiale estime que 400.000 personnes meurent chaque année en Chine de maladies cardiaques ou pulmonaires, liées à la pollution atmosphérique. Le charbon, qui assure plus de 70% des énormes besoins en énergie du pays, est l'une des plus importantes sources de pollution. Dans un récent rapport officiel, l'Administration d'Etat pour la protection de l'environnement dressait un sombre tableau, insistant sur le fait que le nombre de villes affectées par les pluies acides avait encore augmenté l'an passé. Les déchets ménagers s'amoncellent dans les villes qui n'en retraitent que la moitié. Economiquement, le prix de la pollution est élevé, selon la Banque Mondiale qui évalue les

⁷ Nous avons eu ici notre scandale du sang contaminé : *Responsable mais pas coupable*, disaient-ils.

⁸ Province de près de 100 millions d'habitants.

dégâts à un niveau compris entre 8% à 12% des 1.400 milliards de dollars du Produit intérieur brut (PIB) chinois. Le gouvernement compte désormais sur son ambitieux programme nucléaire des 20 prochaines années pour enrayer la destruction de l'environnement. Les autorités tentent aussi de mettre en place des programmes de développement d'énergie propre, éolienne et solaire. Un récent sondage auprès de quatre millions de Chinois révélait que la qualité de l'eau et de l'air était devenue sujet de préoccupation. Quelques 98% des personnes interrogées se disaient en faveur de taxes spéciales destinées à protéger l'environnement. Cette enquête devrait être utilisée par le gouvernement qui prépare une nouvelle loi pour que les Chinois respirent mieux dans les cinq prochaines années.

Depuis la pollution de la rivière Songhua survenue en 2005 dans le nord-est de la Chine, le pays a subi un accident de pollution de l'eau en moyenne tous les deux à trois jours, selon l'Administration d'Etat pour la protection de l'environnement (AEPE).

De graves accidents de pollution de l'eau se sont produits en 2006. En septembre, des eaux près du lac de Dongting (un des plus grands lacs d'eau douce du pays) contenaient de l'arsenic dix fois supérieur aux normes nationales (normes étant déjà très élevées). En octobre, le Yangtsé a été gravement pollué à la suite de la fuite de combustibles d'une centrale électrique. Selon un rapport du comité des eaux du Yangtsé, les eaux de ce fleuve se sont détériorées sans cesse au cours de la décennie dernière. Rien qu'en 2005, 30 milliards de tonnes d'eaux résiduaires ont été évacuées du fleuve, quantité en croissance de 50% par rapport à 1998. A présent, 27,5% du cours du Yangtsé souffre d'une pollution sérieuse.

Ce qui a accompagné la progression du PIB, c'est la croissance des émissions de polluants, a affirmé l'AEPE. La Chine n'a pas pu réaliser son objectif sur la protection de l'environnement au premier semestre de l'année, alors les principales émissions de polluants se sont accrues au lieu de diminuer. En effet, le contrôle de la pollution est le seul objectif du développement économique que la Chine n'ait pas atteint pendant la période du 10e plan quinquennal.

De violentes manifestations ont opposé lundi des habitants de la province de Zhejiang, située dans l'est du pays, aux forces de police, causant de nombreux blessés parmi les manifestants. Une répression musclée qui n'a toutefois pas empêché les membres les plus déterminés de mettre le feu aux bâtiments de l'usine Tian Neng Battery, exportatrice de batteries dans le monde entier. En colère après le décès prématuré de nombreux enfants, les parents ont accusé l'entreprise d'avoir déversé du plomb dans l'environnement. Si la loi chinoise interdit de telles pratiques, force est de constater que le gouvernement tarde à faire appliquer la législation. On a déjà souligné le coût social du modèle de développement chinois, cet événement nous rappelle qu'il a aussi un coût écologique. Greenpeace, qui compte des militants dans le pays, ne cesse de tirer la sonnette d'alarme. Dans un de ses rapports, l'association écologique a relevé dans des ateliers de recyclage de composants électroniques des taux de concentrations en plomb cent fois supérieurs à la normale. Comme les entreprises chinoises, les grandes multinationales ne sont pas exemptes elles aussi de reproches sur ce dossier environnemental, les unes et les autres jouissant toujours selon de nombreuses ONG d'un fort sentiment d'impunité. Il suffit bien souvent de quelques yuans pour acheter le silence d'un fonctionnaire local. Cette situation a pour effet d'empêcher toute application rigoureuse de la législation en vigueur en matière environnementale. Pourtant, il faudra bien que dans sa course effrénée à la croissance, la Chine rappelle ces entreprises à l'ordre. Il en va sans doute de la stabilité du régime. Rien que l'an dernier, la Chine connaissait 74 000 manifestations⁹.

Le 25 mai 2005, 15 militants Greenpeace ont livré un chargement de déchets électroniques au siège européen au géant du "toxic tech" Hewlett Packard (HP) à Meyrin (GE) pour exiger qu'elle cesse d'utiliser des produits chimiques toxiques dans ses ordinateurs. *"Les producteurs d'électronique comme Hewlett Packard génèrent un nouveau flux de déchets dangereux en croissance rapide provoquant des problèmes au niveau planétaire. Chaque heure, 4000 tonnes de déchets toxiques sont déchargés. Si les appareils électroniques ne deviennent pas propres et ne peuvent être recyclés en fin de vie, la planète va devenir une poubelle toxique"* a déclaré Kevin May de Greenpeace Chine sur le lieu de l'action à Genève. Les ouvriers sur les sites de production sont menacés d'intoxication parce que nos téléphones mobiles, ordinateurs et autres appareils électroniques sont faits de composants

⁹ L'Humanité du 23 août 2005.

toxiques ; ils ne peuvent en outre pas être recyclés de façon sûre lorsqu'ils sont en fin de vie. De nombreuses exportations sont faites de façon routinière, et souvent illégale, d'Europe, du Japon et des USA vers l'Asie. Il est malheureusement plus facile et moins cher de reporter le problème sur des pays qui ont des normes environnementales basses, plutôt que de les résoudre chez soi. Greenpeace fait des recherches régulières dans des chantiers de démolition en Inde et en Chine ; elle y a trouvé des personnes séparant des déchets à la main et exposées à un dangereux cocktail de produits chimiques. *“Les conditions sur ces chantiers sont horribles. A Guiyu, dans le Sud-Est de la Chine, j'ai vu des bains d'acide s'écouler dans des rivières. Ils étaient si acides qu'ils pouvaient dissoudre une pièce de monnaie en 1 heure. Beaucoup de produits chimiques utilisés dans l'électronique sont dangereux et peuvent nuire même à basses concentrations”*, explique Kevin Bridgen, scientifique de Greenpeace International. Des entreprises comme Samsung, Sony et Sony Ericsson ont déjà fait des premiers pas en éliminant les retardateurs de flammes bromés et le PVC de certains de leurs produits. Sony Ericsson s'est engagée à les retirer de tous ses produits à la fin 2005. Nokia s'est engagée à faire de même à fin 2006. Mais Hewlett Packard, Apple, Dell, Fujitsu-Siemens, IBM, LG, Motorola, et Toshiba n'ont encore pris aucun engagement. Ces entreprises ont été dénoncées ce matin lors de l'ouverture d'une exposition de technologie à Pékin. Des militants Greenpeace y ont dévoilé une statue de 2,7 m de haut, en forme de vague, faite à partir de déchets récoltés sur les chantiers de démolition de Guiyu.

Chine : L'envers de la puissance. De Cai Chongguo.

—Le 11 juin 2005, une émeute fait six morts et plusieurs centaines de blessés près de la ville de Dingzhou, à 100 km de Pékin. 300 hommes armés ont attaqué des paysans qui manifestaient pour récupérer leur terres réquisitionnées par Guohua, une société de production d'électricité. Dans cette campagne, les manifestations durent depuis plus d'un an. Comme dans bien d'autres zones rurales : entre le 18 et le 26 juin 2005, plusieurs dizaines de milliers de chinois de toutes les provinces du pays sont venus manifester à Pékin, devant le bureau des plaintes, pour réclamer les terres dont ils ont été spoliés. Ce même 26 juin 2005, 10 000 personnes défilent dans les rues du district de Cizhou (province d'Anhui) et mettent le feu aux voitures de police, au commissariat. L'affaire a débuté par un simple accrochage : un de ces nouveaux riches que compte la Chine d'aujourd'hui a renversé un lycéen, avant de le frapper pour le punir des dégâts infligés à sa belle voiture par la collision. L'incident a tourné à l'émeute quand la police a pris le parti du conducteur. Presque chaque jour, des protestations, des grèves ouvrières ou des agitations paysannes, d'ampleur plus ou moins grande, se produisent en Chine.